



**2 au 4 juin 2025, Paris,
Université Sorbonne Nouvelle**
**Justice sociale, environnementale et climatique en
Amérique Latine et dans les Caraïbes.**

Panel 08.01. Gestion environnementale en territoires agro-extractivistes

Populisme et scepticisme environnemental et climatique en Amérique Latine : une lecture par la réciprocité

Eric Sabourin (CIRAD, Umr ART Dev et UnB MADER)

Résumé

Cette communication propose une lecture de la conjonction entre les gouvernements et processus populistes en Amérique latine et le scepticisme climatique et environnemental à la lumière de la logique de la réciprocité en anthropologie. Le point de départ est que le principe de réciprocité est différent du principe d'échange. Il peut donc générer des formes spécifiques d'aliénation qui ne sont pas réductibles à la principale forme d'aliénation dans le système d'échange marchand : l'exploitation capitaliste, telle qu'analysée par Marx. Les populismes politiques en Amérique latine sont particulièrement difficiles à analyser et à critiquer, précisément parce qu'ils correspondent en partie à des formes d'aliénation spécifiques aux systèmes mixtes associant logiques d'échanges et logiques de réciprocité. Ce travail examine l'expression récente des populismes progressistes et conservateurs dans la région. Il analyse comment le populisme conservateur est de plus en plus associé au scepticisme et au complotisme anti-scientifique, justifiant ainsi la déréglementation ou le démantèlement des politiques climatiques et environnementales.

Mots-clés : Populismes, Scepticisme environnemental et climatique, Amérique latine, Démantèlement des politiques, Déréglementation.

Introduction

L'évolution globale de l'élaboration des politiques, du débat politique et de l'élection de candidats qualifiés de « populistes » à travers le monde remet en question notre capacité et celle de la communauté scientifique et des outils de la recherche à expliquer et analyser ces phénomènes (Rosanvallon, 2014 ; Müller, 2016 ; Levitsky & Ziblatt, 2018). Le fait d'utiliser la même catégorie du « populisme » pour qualifier des positions et des discours souvent très différents dans divers pays nous invite à examiner la spécificité (ou non) des vagues politiques populistes au Sud et en Amérique latine en particulier. Sur la base d'une revue de la littérature, cette communication examine plusieurs concepts associés au populisme et propose une lecture de leur application en Amérique latine, à partir de la théorie anthropologique de la réciprocité. Elle analyse comment le populisme conservateur est de plus en plus associé au scepticisme et, y compris, au complotisme antiscientifiques qui conduisent à justifier la déréglementation des politiques climatiques et environnementales.

Historiquement, le populisme est un mouvement politique russe de la fin du XIXe siècle (les *Narodniki*) qui luttait contre le tsarisme en s'appuyant sur le peuple et en prônant la transformation des communautés agraires traditionnelles (Rioux, 2007). En politique, le populisme désigne l'idéologie ou

l'attitude de certains mouvements politiques qui se réfèrent au peuple pour l'opposer à l'élite des gouvernants, au grand capital, aux privilégiés ou à toute minorité ayant "accaparé" le pouvoir... accusés de trahir égoïstement les intérêts du plus grand nombre. Le populisme moderne (au contraire du cas de la Russie tsariste) est donc associé à l'existence d'un régime de démocratie représentative qu'il critique. Le terme de « populisme » est en général utilisé dans un sens péjoratif par ses opposants, c'est-à-dire les classes dirigeantes ou les politiciens au pouvoir, pour amalgamer et critiquer tous les "archaïsmes" et freins au développement de leur politique qu'ils pensent détecter parmi le peuple. Le terme peut être également associé aux comportements démagogiques et électoralistes de dirigeants politiques (Taguieff, 2007).

Ce travail propose de compléter les analyses du populisme en Amérique Latine par des éléments de la théorie anthropologique de la réciprocité (Temple et Chabal 1995 ; Temple, 2003 ; Sabourin 2008 et 2012). Je défends l'hypothèse que le principe de réciprocité, différent du principe d'échange (et en particulier de l'échange marchand capitaliste), peut donner naissance à des formes spécifiques d'aliénation qui ne sont pas réductibles à la principale forme d'aliénation du système d'échange : l'exploitation capitaliste, analysée par Marx (1972). Je propose de développer cette hypothèse à partir de deux cycles de populisme dans l'Amérique Latine contemporaine. La communication compte trois parties. La première rappelle brièvement les fondements de la théorie de la réciprocité et la nécessité de développer une critique des formes d'aliénation spécifiques aux systèmes de réciprocité. La deuxième partie applique cette proposition au populisme en Amérique latine. La troisième partie revient sur cette hypothèse. Elle examine ces concepts, leur spécificité et leurs éléments communs, ainsi que le lien entre les régimes populistes et la dérégulation ou le démantèlement des politiques environnementales et climatiques.

1. Réciprocité et aliénation

Pour l'ethnologie et l'anthropologie, la réciprocité désigne depuis longtemps l'échange mutuel de nourriture, de biens et de services entre individus et groupes, en particulier dans les sociétés indigènes et paysannes (Malinowski, 1922). Dans son Essai sur le don (1924), Mauss identifie la triple obligation de « donner, recevoir et rendre ». À la fin de son ouvrage, il esquisse une différenciation des structures de réciprocité, entre formes de réciprocité directes et indirectes (Mauss, 1931). Ainsi, Lévi-Strauss (1967) a pu proposer un principe de réciprocité qui régit toutes les relations et structures de parenté. D'un point de vue anthropologique, le principe de réciprocité correspond à un acte réflexif et réversible entre des sujets, une relation intersubjective. Cela le distingue de l'échange, qui peut se réduire à une simple permutation de biens, d'objets ou de services. Parallèlement au renouveau de la recherche sur le don moderne (Godbout, 2000 ; Caillé, 2001), l'anthropologie économique et la sociologie, s'appuyant sur une relecture des travaux de Mauss (1924, 1931) et de Polanyi (1944 et 1957), ont continué à mobiliser la notion de réciprocité en relation avec la sociabilité privée ou sociabilité primaire (Caillé, 2001), avec les services dans l'économie non marchande (Laville, 2000). La réciprocité en tant que principe ou catégorie économique a également été mobilisée et réhabilitée par les travaux sur l'économie solidaire (Laville, 2000).

Le renouveau de la théorie de la réciprocité

Le premier élément de la théorie de la réciprocité consiste à définir le concept d'un point de vue socio-anthropologique. Le principe de réciprocité ne se limite pas à une relation de donner et recevoir entre pairs ou groupes sociaux symétriques. Le réductionnisme de cette définition, qui prévaut depuis longtemps en anthropologie, conduit à confondre échange symétrique et réciprocité. Cette impasse persistera tant que la réciprocité sera interprétée avec la logique binaire propre à l'échange. De fait, l'échange peut être réduit à une simple permutation d'objets. Cela permet de l'interpréter comme

D'un point de vue économique, la réciprocité n'est donc pas seulement une catégorie économique différente de l'échange marchand, mais un principe économique opposé à l'échange, voire antagoniste de l'échange. Le deuxième élément de la théorie est que la réciprocité peut prendre différentes formes. L'anthropologie n'a considéré que la réciprocité des dons : offrandes, partage, dons agonistiques, potlachs, qui constituent ce que Temple et Chabal (1995) appellent la forme positive de la réciprocité. Mais il existe aussi une forme négative, celle des cycles de vengeance. Contrairement à l'échange, dont le développement est associé à la logique de la compétition et de l'accumulation pour obtenir un profit, la logique de la vengeance est liée à une dialectique de l'honneur, quand celle du don est liée à une dialectique du prestige. La soif de prestige (source d'autorité et donc de pouvoir dans les sociétés de réciprocité) motive la crue du don : « plus je donne, plus je suis ». Enfin, la théorie fait référence aux différents niveaux du principe de réciprocité et aux modalités qui leur sont spécifiques. Pour Temple (2003), il existe trois plans ou niveaux de réciprocité : le réel, le symbolique (langage) et l'imaginaire (les représentations). Il existe donc plusieurs structures fondamentales de réciprocité qui produisent des sentiments différents et, par conséquent, des valeurs différentes.

Aliénation et réciprocité

L'aliénation, au sens sociologique et anthropologique, désigne toute limitation ou condition objectivement imposée à un individu par le fonctionnement de la société et vécue comme une altération des droits humains fondamentaux. La notion d'aliénation comporte un sens subjectif de privation matérielle (Marx, 1972) et un sens objectif d'altération, de déviation perverse conduisant à une perte de sens. Au sens donné par Hegel (1993) et Marx, l'aliénation c'est la privation de liberté ou des droits humains subie par un individu ou un groupe social sous la pression de facteurs permanents (Hegel) ou historiques (Marx) qui les soumettent à la nature ou à une classe dominante. J'utiliserai ici la notion d'aliénation au sens donné par Haber (2007) comme « la privation des moyens concrets d'exercer sa propre liberté, mais aussi comme la perte de sens et d'objectivité d'une pensée ou d'une relation ». L'aliénation est donc à la fois une « diminution qui transforme » et une « dépendance qui asservit et emprisonne ». Ce qui unit les deux aspects du phénomène est un mécanisme perturbateur de transfert dans lequel la victime devient victime du mal qui l'affecte (Haber, 2007, p. 33-36).

Les communautés de réciprocité ont depuis longtemps trouvé des réponses aux formes les plus visibles d'aliénation à savoir les excès causés par les dons agonistiques dans la recherche du prestige ou par l'asymétrie de la relation, qui conduisent à la soumission de celui qui est redevable et à la perte de sens de la relation. Il s'agit des formes de réciprocité symétriques ou équilibrées, qui se traduisent par la solidarité, l'entraide, la coopération, le partage de ressources communes, mais également de stratégies de résistance et résilience. La longue histoire des conflits, voire des guerres entre sociétés égalitaires et sociétés tribales nous rappelle également les oppositions entre les différentes expressions de la réciprocité dans les systèmes communautaires. Mais aujourd'hui, dans les systèmes mixtes, hérités des invasions, des occupations coloniales et de l'esclavage, la domination occidentale et l'imbrication des logiques d'échange et de réciprocité ont compliqué l'analyse et rendu plus difficile la critique de l'aliénation inhérente à la réciprocité. C'est en partie le cas de l'analyse des mécanismes connus sous le nom de populisme dans les sociétés du Sud, comme celles d'Amérique Latine.

2. Deux cas de populisme en Amérique latine

L'Amérique latine offre des exemples de régimes populistes associés à des mécanismes considérés comme démocratiques, puisqu'ils ont recours à des élections. On peut distinguer deux périodes : l'une qui a donné naissance à des régimes progressistes ou d'inspiration de « gauche » dans les années 2000, et une autre période plus récente qui correspond à des gouvernements autoritaires et conservateurs qui sont également arrivés au pouvoir par les urnes.

Ernesto Laclau, considère que toute les formes de populisme ne doivent pas être considérée de manière péjorative et méprisante. Il distingue une logique sociale de la « différence » de celle de l' « équivalence ».

La première, est une logique éminemment institutionnalisée, dans laquelle les demandes sociales sont individuellement traitées et absorbées par le système. La prépondérance exclusive de cette logique institutionnelle conduirait à la mort de la politique et à son remplacement par la simple administration. (...) Dans le cas de la logique d'équivalence, il y a des demandes qui restent insatisfaites et entre lesquelles une relation de solidarité commence à s'établir (Laclau, 2007 :1).

Si des groupes sociaux - dont les revendications en matière de terres, de logement ne sont pas satisfaites - remarquent qu'il existe d'autres demandes concernant le transport, l'emploi, la santé, bref la fourniture de biens publics essentiels, ils vont établir une relation d' « équivalence » entre ces revendications. Elles vont toutes constituer des chaînons d'une identité populaire commune créée parce qu'on n'a pas satisfait ces demandes à l'intérieur du système institutionnel existant.

Cette pluralité de demandes commence alors à se concrétiser en des symboles communs et, à un certain moment, des leaders commencent à interpeller ces masses frustrées à l'extérieur du système en vigueur et contre lui. C'est à cet instant que le populisme émerge, associant entre elles ces trois dimensions : l'«équivalence» entre les demandes insatisfaites, la cristallisation de toutes ces demandes autour de certains symboles communs et l'émergence d'un leader dont la parole incarne ce processus d'identification populaire (idem, 1).

Ainsi, dans un contexte que j'ai décrit comme insensible à la critique marxiste, mais également hostile à un pouvoir indigène dans le cas les pays andins, ces processus d'identification, représentent aujourd'hui une des rares opportunités non violente et institutionnelle de conquête du pouvoir par le peuple ou par les peuples.

Fregosi (2006) note également que les couches populaires sont leaders de ces mouvements dits « néo-populistes », notamment « par le biais d'un regain indigène face aux valeurs occidentales aliénantes ».

Les années 2000 : une ère de populisme « progressiste » ou « de gauche »

La décennie 2000 a vu l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche en Amérique latine, proposant une rupture avec les régimes conservateurs apparus à la fin des dictatures des années 1970 et 1980, mais caractérisés par un caractère populiste hérité de trois références historiques : le panaméricanisme latino-américain inspiré du libérateur des colonies, le général Bolívar (Venezuela) ; l'indianisme, principalement andin (Bolivie, Équateur, Pérou) et des antécédents nationaux tels que le péronisme en Argentine (Kay et Vergara-Camus, 2018). Tous, y compris au Brésil et au Paraguay, étaient basés sur des mouvements sociaux populaires liés aux syndicats ou à la branche progressiste de l'Église catholique (théologie de la libération). Dans la plupart des cas, ils ont lié leurs programmes à une économie développementaliste (dessarrolliste) et à des politiques sociales plus ou moins innovantes, participatives ou clientélistes.

Je me limiterai à relever quelques points communs quant au caractère populiste de ces régimes, qui ont corroboré, de différentes manières, mon hypothèse d'une conjonction ou d'une superposition entre le mode d'aliénation de l'échange capitaliste et celui des systèmes mixtes : l'exploitation capitaliste d'un côté et l'oppression paternaliste de l'autre (Geffray, 2007 ; Sabourin, 2008).

Tout d'abord, ces gouvernements, à l'exception du gouvernement vénézuélien actuel (lié à un coup d'État militaire), ont été portés au pouvoir dans une structure démocratique grâce à des alliances entre les classes défavorisées et opprimées, les communautés et les mouvements indigènes, les travailleurs organisés et syndiqués, les secteurs économiques dits informels et les intellectuels (enseignants et professionnels de santé mal rémunérés, membres du clergé, militaires, dirigeants syndicaux) issus de

ces mêmes catégories. Ces alliances ne sont ni opportunistes ni fortuites ; elles sont socialement construites autour de valeurs communes, même si celles-ci s'expriment également dans le rejet du projet néolibéral. Meny et Surel (2000) reconnaissent que l'élément commun à tous les populismes est leur opposition au projet néolibéral.

Deuxièmement, ces gouvernements ont rompu avec la domination économique et politique américaine, recherchant de nouvelles alliances avec le tiers monde en Afrique et en Asie (BRICS), et ont renforcé l'intégration régionale (Mercosur, Pacte andin, Pacte amazonien, etc.).

Troisièmement, ils ont permis des avancées dans la réforme de la législation économique et sociale en faveur des plus pauvres et, surtout, dans la réforme constitutionnelle en faveur des nationalités indigènes, comme en Bolivie et en Équateur.

Ils ont par contre mis en œuvre des politiques environnementales très ambivalentes où la justification économique développementaliste entraine en contradiction avec la régulation environnementale. Cette ambivalence s'est traduite par divers conflits sociaux-environnementaux en particulier entre l'état et les communautés indigènes ou traditionnelles : route Tipnis en Bolivie, Parc Yasuni et exploitation pétrolière en Equateur, grands barrages comme celui de Belo Monte au Brésil, etc.

Mais généralement, ces gouvernements ont respecté les principaux accords environnementaux internationaux, la protection des populations autochtones et, surtout, ont maintenu une rationalité scientifique et économique autour du projet développementaliste.

Ces expériences populistes « de gauche » ont constitué des conquêtes partielles des classes populaires et des peuples indigènes. Ce sont des conquêtes, car elles constituent des formes pragmatiques et pacifiques de réduction du pouvoir des élites économiques et politiques issues des oligarchies coloniales et d'accès au pouvoir de dirigeants plus sensibles et favorables aux revendications populaires. Elles sont fragiles, la tentation de sombrer dans l'autoritarisme est forte comme on a pu le voir au Venezuela et, dans une moindre mesure en Argentine et en Equateur. Ces conquêtes sont limitées et partielles, car on a pu observer des formes de sélection clientéliste de la redistribution des appuis de l'Etat. Celui-ci a tendance à soutenir les plus pauvres pour des raisons électorales et à ménager les plus riches et puissants dans la mesure où il ne dispose pas et ne recherche pas, au-delà du discours, d'alternative économique au système capitaliste.

Mais, de fait, en Bolivie et en Equateur, les mouvements sociaux et indigènes ont montré leur capacité à renverser également les leaders qu'ils ont portés au pouvoir.

On retrouve une correspondance et cohérence entre la théorie de la réciprocité et l'analyse de Laclau. La logique d'équivalence (Laclau, 2007) donne lieu à la convergence des luttes et à la construction d'une relation de solidarité. Du point de la théorie anthropologique de la réciprocité, il existe, dans les systèmes mixtes, une complémentarité entre les formes économiques (redistribution, réciprocité et échange marchand) et les structures de réciprocité. Il y a également une cohérence et une complémentarité entre les niveaux du réel et du symbolique (Temple, 2003).

Les années 2020 : l'ère du populisme conservateur

L'Amérique Latine a connu depuis 2012 une vague de gouvernements plus conservateurs et néolibéraux, que ce soit par le biais de coups d'État institutionnels comme au Paraguay, au Honduras et au Brésil (CELAG, 2017) ou par des dérives autoritaires et antisociales de gouvernements de gauche, par exemple en Équateur, au Venezuela et au Nicaragua (Manero, 2010).

Depuis les années 2020, le phénomène s'est amplifié avec les conquêtes électorales de chefs d'états néo-conservateurs et illibéraux, à partir de propositions à la fois populistes et réactionnaires :

Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine. Il existe encore très peu de recherches analysant ce phénomène (Mouterde, 2016 ; Schmit, 2018). Les principales explications retenues sont généralement la crise économique et financière, la concentration hostile des médias et de la presse entre les mains de secteurs conservateurs (Schmit, 2018) et les allégations de corruption dans les gouvernements progressistes (Argentine, Brésil, Pérou, Équateur).

Mais d'un point de vue anthropologique, quelle serait la spécificité des régimes populistes conservateurs en Amérique latine ?

Tout d'abord, ils n'ont aucune limite en matière de vérité, de rationalité et de manipulation des faits. Leurs dirigeants ont utilisé les réseaux sociaux et la désinformation automatisée pour faciliter leurs campagnes électorales. Ils ont construit leur discours et leur popularité sur des mensonges et des fausses informations ou sur de mauvaises réponses à des problèmes réels : des réponses erronées parce qu'elles n'ont jamais fonctionné, même si elles ont déjà été essayées, ou parce qu'elles sont impossibles à mettre en œuvre et vouées à rester des promesses.

Deuxièmement, il ne s'agit pas seulement de régimes autoritaires classiques ; symboliquement, ils recourent souvent à la menace, à la peur et même à la violence. La plupart ont criminalisé les mouvements sociaux légaux dans leur pays ou ont simplement plongé les fonctionnaires (tant du secteur public que privé) dans un état de peur en criminalisant les syndicats (Sauer et al., 2019 ; Niederle et al., 2019 ; Sabourin et al., 2020).

Troisièmement, le recours à des théories dépourvues de rationalité ou de fondement scientifique, ainsi qu'à des théories conspirationnistes, sert à justifier divers excès dans le contrôle de l'éducation, de la santé, de la réglementation environnementale, de la production d'énergie et de l'extraction des ressources naturelles. Tous ces régimes ont déréglementé au maximum, entraînant à la fois des coupes drastiques dans les budgets de la santé, de l'éducation et de la recherche, tout en ouvrant la voie à des investissements prédateurs, polluants ou nuisibles à l'environnement qui ne respectent ni les droits des travailleurs ou des premiers occupants, ni les normes environnementales.

Quatrièmement, contrairement à leur rhétorique patriotique (Brubaker, 2019), ils ne sont pas vraiment nationalistes ni soucieux du bien-être de leurs concitoyens ou du prestige de leur pays (Passos de Souza, 2023). Cela a été démontré par le président Bolsonaro, qui a laissé mourir des centaines de milliers de ses concitoyens du COVID tout en négociant des commissions extrêmement lucratives avec les laboratoires Pfizer et en contestant la validité du vaccin (Senat Brésil, 2021). Sa référence (et celle de Milei en Argentine), c'est Donald Trump, c'est-à-dire la partie la plus libérale et conservatrice des États-Unis et non pas le renforcement d'une Amérique latine élargie. Les épouses de ses ministres et des élites corporatives donnent naissance à leurs enfants à Miami afin qu'ils puissent bénéficier de la citoyenneté américaine (Reed et Magalhães, 2015). La manipulation ultérieure de l'opération Lava Jato au Brésil par des juges conservateurs liés aux intérêts corporatifs américains a conduit à la faillite massive des quatre principales multinationales de construction civile du Brésil et à la fragmentation et la privatisation partielle de Petrobras, le géant pétrolier brésilien (Alves, 2019 ; Porcionato, 2021, Ramina et al. 2020). Aucun gouvernement conservateur d'Europe ou d'Amérique du Nord n'aurait permis cela, quel que soit le scandale impliquant General Motors, Volkswagen ou même les grandes banques privées de leur pays. Au contraire, ils font tout pour sauver leurs actifs économiques.

3. Du populisme au démantèlement des politiques et au scepticisme climatique : l'inversion du réel

En termes réels, la principale différence entre le populisme de gauche et le populisme conservateur, outre les considérations sociales et les libertés, concerne les politiques publiques et les services publics

(Niederle et al., 2020). Alors que les gouvernements populistes de gauche entendent investir dans des politiques structurelles et sociales en faveur des classes les plus défavorisées, le populisme conservateur a investi dans un démantèlement brutal des politiques sociales, rurales et environnementales (Menezes et al., 2021 ; Sabourin et al., 2020).

Après l'élection de Bolsonaro en 2018, le processus de démantèlement s'est étendu à divers secteurs, notamment les ceux des politiques environnementales et éducatives. La plupart des ressources destinées à l'agriculture familiale sont restées gelées par les mesures d'austérité et les conseils chargés d'élaborer et de contrôler ces politiques ont été supprimés par décret présidentiel, en particulier le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (décret 9759/2019). Les peuples traditionnels ont été constamment attaqués par les discours présidentiels, qui les accusent de bloquer les activités de développement et de collusion avec des acteurs étrangers au détriment de la souveraineté nationale (Sauer et al., 2019). Enfin, l'attribution de titres fonciers (aux paysans sans terre et aux populations autochtones) a été entravée. Dans le cas des peuples autochtones, l'organisme institutionnel chargé de reconnaître leurs terres a été transféré au ministère de l'Agriculture, qui a aussitôt entravé la mise en œuvre de ces mesures. Le gouvernement Bolsonaro n'a pas seulement démantelé les politiques environnementales au Brésil. Il a nommé des militaires proches de lui à la tête des organismes fédéraux chargés de l'environnement, qui se sont empressés de mener à bien le travail de déréglementation, pour ensuite se livrer au trafic de bois, de minerais, d'or et d'animaux de la forêt.

Ricardo Salles, Ministre de l'Environnement du gouvernement Bolsonaro avait donné le ton *"Il faut un effort « faire passer les bœufs en priorité » et donc changer toute la régulation environnementale et simplifier les normes »*¹ (22/04/2022)

Il s'en est suivi une réforme et un assouplissement des licences environnementales (Barcelos, 2020). Les terres issues de la réforme agraire sont devenues des propriétés privées et ont donc pu intégrer le marché foncier à la demande du secteur de l'agro business (Sauer et al, 2019).

En Argentine, sous le gouvernement Macri, le démantèlement des politiques publiques a consisté à maintenir l'existence formelle des instruments, mais en les privant de toutes leurs ressources et de leurs budgets opérationnels. Analysant ce processus, Nogueira et al (2017) parlent d'un vide politique en matière d'agriculture familiale derrière le maintien d'une apparence institutionnelle. Bertoni et Soverna (2018) font référence à un processus de désinstitutionalisation. L'évolution régressive des politiques d'agriculture familiale en Argentine doit être évaluée en tenant compte de l'ensemble du panorama : les taxes sur les exportations agricoles (principalement le soja) ont été réduites, le taux de change a été libéralisé et la monnaie argentine s'est fortement dépréciée (d'environ 400 % entre le 10/12/15 et le 28/12/18). Toutes ces mesures ont profité à l'agro-industrie orientée vers l'exportation, tout en augmentant le coût des intrants agricoles pour les agriculteurs orientés vers le marché intérieur. Plus récemment, outre les « coupes » dans les politiques sociales, le président Milei a réduit le budget de l'Institut national de recherche et de développement agricole (INTA), sacrifiant ainsi les progrès du puissant secteur agro-industriel argentin, source de devises étrangères pour le pays et qui a voté massivement pour lui.

C'est également le signe que ces gouvernements ne se contentent pas de se moquer des conséquences du changement climatique et environnemental en défendant les intérêts des secteurs miniers et prédateurs, mais qu'ils ont construit leur discours populiste sur la base conspirationniste d'une thèse antiscientifique et antiécologique, fondée sur le déni du changement climatique et de ses conséquences. Böhmelt (2021) identifie une corrélation entre les attitudes populistes et une moindre

¹ *"Precisa ter um esforço, ... ir passando a boiada, e mudando todo o regramento (ambiental), e simplificando normas"*

préoccupation pour l'environnement. L'émergence simultanée du populisme dans les pays du Sud et l'urgence croissante des défis climatiques, environnementaux et alimentaires a été observée par plusieurs auteurs (Lockwood, 2018 ; Buzogány & Mohamad-Klotzbach, 2021)

En Argentine, le président Milei a commencé par un plan de licenciements sélectifs dans les ministères et les agences chargés de l'agriculture et de l'environnement : il a d'abord directement licencié les fonctionnaires travaillant dans les domaines de l'agroécologie, de l'écologie, du changement climatique et de l'agriculture familiale. Dans un deuxième temps, il a licencié les 850 agents de vulgarisation du programme Cambio Rural (changement rural) qui travaillaient avec les petits et moyens agriculteurs, un secteur relativement important pour l'économie nationale et les marchés intérieurs. Dans une troisième vague, il a réduit une partie importante du budget de la recherche agricole, contre la volonté des principaux dirigeants de l'agro-business et tente de licencier 1 500 employés de l'INTA.

Au Pérou, le gouvernement de Dina Boluarte a gravement détérioré la protection des terres, des ressources naturelles, des réserves environnementales et, surtout, des terres indigènes. Les lois et politiques suivantes ont été adoptées récemment : i) la Politique nationale multisectorielle pour l'artisanat et la petite exploitation minière (2023), dont l'un des objectifs est de réduire les conditions sociales, environnementales et de travail précaire de la petite exploitation minière. En réalité, elle promeut de manière irresponsable la légalisation de l'exploitation minière illégale et prédatrice sans ressources ni mesures de contrôle, facilitant le blanchiment de l'or illégal au bénéfice des firmes minières ; ii) la loi modifiant le Code forestier (2024) facilite la mise en place de projets agricoles sur les terres forestières et, en particulier, autorise l'utilisation des terres appartenant aux communautés autochtones, en totale contradiction avec la loi sur les communautés autochtones et les terres de la forêt amazonienne (Borasino et Sabourin, 2024) ; iii) La modification de la loi 27692, afin de "renforcer les fonctions de l'Agence péruvienne de coopération internationale dans le secteur agricole" réduit considérablement ou annule l'autonomie et le droit à la coopération des communautés et organisations indigènes.

Du point de vue de l'analyse anthropologique à partir de la théorie de la réciprocité, la principale spécificité du populisme néoconservateur tient à une inversion du réel et du symbolique. Ce qui est réel n'est plus important pour justifier des choix et des décisions ; tout ce qui importe, c'est le langage (symbolique et médiatique). D'autre part, au nom du symbolique (moralité, patrie, intérêt national, croissance économique, puissance nationale), un arsenal de mesures de dérégulation, antisociales et anti-environnementales a été mis en place pour permettre l'exploitation prédatrice des ressources naturelles et de la main-d'œuvre salariée. Le populisme manifeste généralement un scepticisme à l'égard de la science, contrairement à la position pro-science de nombreux mouvements environnementaux. Ce scepticisme rejette souvent le consensus scientifique sur des questions telles que le changement climatique et les aliments génétiquement modifiés et présente les scientifiques comme étant guidés par des considérations idéologiques et non objectives (Mohanty, Rai et Sudhagar, 2024 ; Mede et Schäfer, 2020).

D'un point de vue anthropologique, il s'agit là encore d'autant d'exemples de confusion et de manipulation entre les arguments politiques aux niveaux du réel, du symbolique et voire de l'imaginaire.

Conclusion

Le développement du populisme en Amérique latine souligne la nécessité d'une double analyse associant la critique de la logique d'échange et celle de la logique de réciprocité, comme de leurs formes d'aliénation respectives. En effet, les populismes profitent de la confusion ou de la conjonction

entre la critique de l'aliénation capitaliste et l'absence de critique de l'aliénation de la réciprocité asymétrique.

Les gouvernements populistes de "gauche" ont montré une capacité de mobilisation par le symbolisme. En dépit de mesures anti-environnementales justifiées par le développementalisme économique, la plupart des mesures prises au niveau du réel n'ont pas été dissociées du niveau du symbolique, ni même de celui de l'imaginaire. Par ailleurs les pratiques de solidarité économiques et sociales (en dehors des dérives clientélistes) concourent à renforcer les liens sociaux, car elles fonctionnent de manière complémentaire sur ces trois plans (réel, symbolique et imaginaire).

Les populismes conservateurs montrent des disjonctions énormes entre la réalité des faits et le langage. Ils opèrent et manipulent les opinions par cette inversion entre le réel et le symbolique, mais avec de fortes conséquences au niveau du réel, notamment en matière de politiques environnementales, sociales et publiques.

La principale question en jeu dans cette évolution populiste de la politique et de l'élaboration des politiques, en termes anthropologiques, concerne l'avenir des sociétés et des civilisations humaines. Serons-nous capables de préserver une planète commune, un minimum de décence commune, ou sommes-nous condamnés à l'obscurantisme, à l'exclusion et à la violence ?

Références

- Alves G. A Lava Jato destruiu as construtoras brasileiras para entregar obras do país às empreiteiras dos EUA em Jornal GGN3 de agosto de 2019
- Bauer, M. W.; Jordan, A.; Green-Pedersen, C. & Heritier A. (2013) Dismantling Public Policy: Preferences, Strategies and Effects [Desmantelamento de políticas públicas: preferências, estratégias e efeitos]. Oxford: Oxford University Press.
- Bertoni, L., & Soverna, S. 2018. Evolución de la Asistencia Técnica y la Extensión Rural en la Secretaría de Agricultura Familiar, Coordinación y Desarrollo Territorial del Ministerio de Agroindustria de la Argentina (MINAGRO). Apresentado no X Congreso de la Asociación Latinoamericana de Sociología Rural (ALASRU), Montevideo, Uruguai
- Böhmelt, T. 2021. Populism and Environmental Performance (Populismo e desempenho ambiental). *Global Environmental Politics* 2021; 21 (3): 97-123. doi: https://doi.org/10.1162/glep_a_00606
- Borasino, E ; Sabourin, E, 2024 Estudio de las políticas públicas e iniciativas territoriales para conciliar transición agrícola sostenible, conservación, restauración de recursos forestales y inclusión social en Madre de Dios - Informe final, Montpellier, Cirad Terramaz Project
- Buzogány, A., Mohamad-Klotzbach, C. Populism and nature-the nature of populism: New perspectives on the relationship between populism, climate change, and nature protection (Populismo e natureza-a natureza do populismo: novas perspectivas sobre a relação entre populismo, mudança climática e proteção da natureza). *Z Vgl Polit Wiss* 15, 155-164 (2021). <https://doi.org/10.1007/s12286-021-00492-7>
- Caille A., 2001. Anthropologie du don Le tiers paradigme Paris: Desclée de Brouwer, Centro Estratégico Latino-Americano de Geopolítica (CELAG) Iglesias evangélicas y el poder conservador en Latinoamérica, 8 Nov, 2017
- Dumont, L. 1966. Homo Hierarchicus, Le Seuil, Paris.
- Fachin P. (2010) Os desafios dos movimentos sociais hoje. IHU on line edição 325, 19 de abril de 2010 <http://www.ihuonline.unisinos.br/artigo/3133-ruda-ricci-3>
- Fregosi, R. 2006. Altérités et mondialisation. La voie Latino-américaine, Paris, Ellipses, 2006
- Geffray C. 2007. A opressão paternalista: Cordialidade e brutalidade no cotidiano brasileiro, Rio de Janeiro: Educam-Editora universitária Candido Mendes, 2007, 230 p.
- Godbout T. J. 2000. Le don, la dette et l'identité, La Découverte/MAUSS, Paris, 190p.
- Haber S. 2007, L'aliénation. Vie sociale et expérience de la dépossession, Paris, PUF, 2007.
- Hegel G.W.F. 1993. Phenomenology of Spirit, Gallimard, Paris, 1993
- Kay C. & Vergara-Camus L. (Comp.) (2018) La cuestión agraria y los gobiernos de izquierda en América Latina: campesinos, agronegocio y neodesarrollismo, Buenos Aires: CLACSO

- Laville J. L (dir) 2000. *L'économie solidaire: une perspective internationale*, Paris: Desclée de Brouwer, 2000, 343p.
- Lena P.; Geffray, C.; Araujo R.. (eds) 1996, "L'oppression paternaliste au Brésil", *Lusotopie* (Paris, Karthala), III, 1996: 105-354.
- Lévi-Strauss C. 1967. *Les structures élémentaires de la parenté*, Haia: Mouton, [1949] 1967.
- Levitsky S. & Ziblatt D. 2018. *How democracies die: what history reveals about our future* (Como as democracias morrem: o que a história revela sobre nosso futuro), Broadway Books.
- Lockwood, M. 2018. Right-wing populism and the climate change agenda: exploring the linkages. *Environmental Politics*, 27(4), 712-732. <https://doi.org/10.1080/09644016.2018.1458411>
- Malinowski, B. [1922] 1963 *Les argonautes du Pacifique Occidental*, Trad Française, Paris, Payot, (ed. original: *Argonauts of the Western Pacific*, London, Routledge)
- Manero, E (2010) *América latina, des gauches qui bifurquent ?*, *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, on line 04/06/2010, DOI : 10.4000/nuevomundo.59959, acesso em 27/10/2018.
- Marx K. 1972. *Manuscripts of 1844*. Éditions sociales Paris 1972 174 p
- Mattei, L. (2018) *As consequências socioeconômicas do golpe parlamentar no Brasil*. *Bresil(S)* on line v. 1/2018, 1-13, 16/07/2018, acesso em 27/10/2018 <http://journals.openedition.org/bresils/2890>; DOI: 10.4000/bresils.2890
- Mauss, M. [1931] 1968-1969. *Œuvres*, Volume III. Paris: Ed. de Minuit
- Mauss, M. "Essai sur le Don", em: *Sociologie et Anthropologie*, Paris, 1959.
- Mede N G, Schäfer M S. 2020. Science-related populism: Conceptualizing populist demands towards science [Populismo relacionado à ciência: conceituando demandas populistas em relação à ciência]. *Public Underst Sci*. 2020 Jul;29(5):473-491. doi: 10.1177/0963662520924259 Epub 2020 Jun 9. PMID: 32515652; PMCID: PMC7411529
- Menezes R G, Barbosa Jr. R. Governança ambiental sob Bolsonaro: desmantelamento de instituições, redução da participação, deslegitimação da oposição. *Z Vgl Polit Wiss*. 2021;15(2):229-47. doi: 10.1007/s12286-021-00491-8. Epub 2021 Aug 12.
- Meny Y.; Surel, Y. 2000, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000 (L'espace du politique)
- Mohanty, P., Rai, R., Sudhagar, D.P. (2024). New Populism and Food (Novo populismo e alimentos). In: Chacko Chennattuserry, J., Deshpande, M., Hong, P. (eds) *Encyclopedia of New Populism and Responses in the 21st Century*. Springer, Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-16-9859-0_395-1
- Mouterde, P. 2016. Le retour en force de la droite en Amérique latine in *Érudit* 4 november 2016 <https://www.erudit.org/fr/revues/rel/2016-n787-rel02703/83792ac.pdf>
- Müller, J. W. 2016. *What Is Populism?* Philadelphia: University of Pennsylvania Press. doi:10.9783/9780812293784 - ISBN 978-0-8122-9378-4.
- Niederle, P. A.; Grisa, C.; Picoletto, E. & Soldra, D. 2019. Disputas narrativas sobre políticas públicas de agricultura familiar no Brasil: ataques conservadores e contramovimentos cívicos. *Latin American Research Review*, 54(3), 707-720. <http://doi.org/10.25222/larr.36>
- Nogueira M. E; Urcola M. A.; Lattuada M. La gestión estatal del desarrollo rural y la agricultura familiar en Argentina: estilos de gestión y análisis de coyuntura 2004-2014 y 2015-2017 in *Revista Latino-Americana de Estudios Rurales- RelaER* 2 (4), jul-dic 2017 pp. 25-59
- Passos de Souza Olavo 2023 Javier Milei e Jair Bolsonaro são ambos produtos do neoliberalismo em sua era de decadência in *Jacobin Journal*, Rubrics: Capital-Conservatism 12.10.2023 <https://jacobin.com/2023/12/javier-milei-jair-bolsonaro-brazil-argentina-neoliberalism-decay>
- Polanyi K., [1944] 1983. *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, 420p. Polanyi K.; Arensberg C. (dir). *Trade and Market in the Early empires. Economics in History and Theory*, Nova York: The Free Press, 1957.
- Porcionato, G. L. 2021 *O escândalo Lava Jato e a elite da construção civil no Brasil: dos rituais de depreciação à reelaboração da face* São Paulo, UNESP, (Tese de Doutorado)
- Ramina L; Proner C.; Ricobom, G. 2020. A extraterritorialidade e o incalculável prejuízo da Lava Jato ao patrimônio brasileiro in *Diário do Centro do Mundo* -29 de julho de 2020 às 10:26
- Reed J. & Magalhaes L. 2015. For American son, Brazilian women travel to Miami to give birth *The Wall Street Journal*, Dec. 24, 2015 <https://www.wsj.com/articles/miami-emerges-as-fertile-ground-for-brazilian-babies-1450916988>
- Rioux J. P. (diretor), 2007. *Les Populismes*. Coleção Tempus. Paris: Perrin, 2007
- Rosanvallon, P. 2014, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris: Le Seuil
- Sabourin E 2008, Marcel Mauss: da dádiva à questão da reciprocidade in *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol.23 n°.66, p.131-138. São Paulo, fevereiro de 2008

- Sabourin E. 2012. *Organisations et sociétés paysannes: une lecture par la réciprocité*. Versailles, Ed. Quae, 305 p. Coleção "Synthèses
- Sabourin E., Craviotti C., Milhorange C. 2020. O desmantelamento das políticas de agricultura familiar no Brasil e na Argentina. *International Review of Public Policy*, 2 (1) : p. 45-67. <https://doi.org/10.4000/irpp.799>
- Sabourin E, Grisa C, Niederle P, Pereira Leite S, Milhorange C, Damasceno Ferreira A, Sauer S, Andriguetto-Filho JM. 2020. O desmonte das políticas públicas rurais e ambientais no Brasil. *Cah. Agric.* 29: 31. <https://doi.org/10.1051/cagri/2020029>
- Sauer S, Tubino N, Leite AZ, Carrero GC. 2019. Governo Bolsonaro amplia a grilagem de terras com mais uma medida provisória. *Boletim DataLuta* 144: 2-11. http://www2.fct.unesp.br/nera/boletimdataluta/boletim_dataluta_12_2019.pdf.
- Schmit, S. (2018) Amérique du Sud : la droitisation du sous-continent le plus à gauche depuis 20 ans, em *La revue Géopolitique*, Paris, março de 2018 <https://www.diploweb.com/>
- Senado do Brasil 2021. Pesquisas apontam que 400 mil mortes poderiam ser evitadas; governistas questionam Agência Senado | 24/06/2021 <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2021/06/24/pesquisas-apontam-que-400-mil-mortes-poderiam-ser-evitadas-governistas-questionam>
- Servindi, 2025. Ley APCI atenta contra poblaciones vulnerables, 20/03/2025 <https://www.servindi.org/seccion-derechos-humanos-actualidad-noticias/20/03/2025/nueva-ley-apci-atenta-contra-poblaciones>
- SPDA, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental (SPDA), 2025. Opinión legal: Norma que propone modificar la Ley de creación de la Agencia Peruana de Cooperación Internacional (APCI). Lima: SPDA, Mars 2025 <https://spda.org.pe/wp-content/uploads/2025/03/Análisis-de-la-norma-que-propone-modificar-la-Ley-APCI-SPDA-2.pdf>
- Taguieff, P. A. 2007, *L'illusion populiste : essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Flammarion, 2007.
- Temple D. 1997. L'économie humaine *Revue du MAUSS* n° 10, (1) 1997:103-109
- Temple D. 1998. Les structures élémentaires de la réciprocité *Revue du MAUSS* n° 12, (2) 1998: 234-242,
- Temple D. 2000, Miradas sobre una trayectoria reciente de algunas comunidades amerindias *Revista Iberoamericana de Autogestión y Acción Comunal*, 2000, no 35-37. p
- Temple D. 2003. Teoría de la Reciprocidad. La Paz: PADEP/ GTZ, 2003, 3 tomes
- Temple D. ; Chabal M. 1995. La réciprocité ou la naissance des valeurs humaine, Paris: l'Harmattan, 1995, 263p